



2^{ème} trimestre 2017

défaillances et sauvegardes
d'entreprises en France

A PROPOS D'ALTARES > www.altaires.com

Acteur de premier plan de la Data Economy, Altaires valorise le patrimoine Data des entreprises en le transformant en performance économique. Partenaire de confiance indépendant, Altaires fournit, collecte, analyse et enrichit les données afin de les rendre « intelligentes » et d'en faire un outil décisionnel agile pour les Directions Générales et opérationnelles des entreprises. Dans un monde où la technologie accélère de façon exponentielle (IA, objets connectés, blockchain, programmation) mais où l'intuition humaine n'a jamais été aussi utile, le groupe propose son expertise sur toute la chaîne de valeur de la data.

Partenaire exclusif en France de Dun & Bradstreet, 1^{er} réseau international d'informations BtoB, Altaires se positionne comme le partenaire de référence des grands comptes, ETI et PME en leur offrant un accès privilégié à ses bases de données sur plus de 260 millions d'entreprises dans 220 pays. Avec l'acquisition récente de D&B Benelux, le groupe compte désormais 420 collaborateurs et réalise un chiffre d'affaires de plus de 115 millions d'euros.

Altaires propose depuis début 2005 deux cycles d'analyses trimestrielles liés aux échanges économiques :

- les défaillances d'entreprises en France, complétées par les sauvegardes depuis l'entrée en vigueur de la loi au 1^{er} janvier 2006
- les retards de paiement en Europe

Pour chacun de ces thèmes, Altaires publie chaque trimestre une synthèse et une analyse des évolutions de tendance. Ces analyses sont consultables en ligne, sur le site www.altaires.com et peuvent être téléchargées au format PDF.

DATE DE PUBLICATION : LUNDI 10 JUILLET 2017

ALTARES

55 avenue des Champs Pierreux
Immeuble Le Capitole
92012 Nanterre
contact@altaires.com

Tél : 01 41 37 50 00 – Fax : 01 41 37 50 01
www.altaires.com

Directeur des études
Thierry Millon
Tél : 04 72 65 15 51

RELATIONS PRESSE :

VP COMMUNICATION

Véronique Pouzeratte
vpouzeratte@vp-communication.com
111, Avenue Victor Hugo • 75 116 Paris
Tél : 06 81 29 81 90
www.vp-communication.com

PALMARES ALTARES DES DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES DU 2^{ÈME} TRIMESTRE 2017

2^{er} trimestre 2017

L'économie réelle consolide son redressement avec 13 000 défaillances d'entreprises enregistrées

(-7,8% par rapport au 2^{ème} trimestre 2016)

A leur tour, les plus petites entreprises emboitent enfin le pas d'une reprise plus solide. Cette meilleure conjoncture favorise le maintien de l'emploi ; si encore 40 500 sont menacés ce 2^{ème} trimestre, c'est un plus bas sur la décennie.

Paris, le 10 juillet 2017 – La société Altares, spécialiste de la data economy, partenaire exclusif en France de Dun & Bradstreet, 1^{er} réseau international d'informations BtoB, présente son étude trimestrielle sur les défaillances et sauvegardes d'entreprises du 2^{ème} trimestre 2017.

« Recul très sensible des défaillances d'entreprises dans la plupart des activités et des territoires, pour les PME comme pour les TPE ; il est rare de rencontrer un tel faisceau de bons indicateurs en même temps. » Observe Thierry Millon, Directeur des études Altares.

« Après les tendances clairement favorables de 2016, ce premier semestre 2017 conforte le recul de la sinistralité des entreprises sur des rythmes encore dynamiques. Mieux ! Si en 2016 et début 2017 la reprise semblait encore chaotique, voire illusoire pour les plus petites entreprises, le printemps veut sonner enfin pour elles aussi le retour de commandes plus régulières. Ce gain d'activité se



NANTERRE, LE LUNDI 10 JUILLET 2017

traduit par une trésorerie moins élastique pour les micro-entreprises qui souffrent traditionnellement d'une fragilité financière structurelle. Elles peuvent ainsi mieux faire face aux problématiques clients, telles que les retards de paiement. Tout n'est pas durablement réglé, mais davantage de cash dans les petites entreprises, c'est très directement moins de liquidations judiciaires prononcées par les tribunaux. » Résumé Thierry Millon.

Nombre de défaillances d'entreprises par type de procédure par trimestre

 Données provisoires au 1^{er} juillet de chaque année.

	T2 2013	T2 2014	T2 2015	T2 2016	T2 2017	ÉVOLUTION T1 2017/2016	MOYENNE CINQ ANS
Sauvegardes	385	358	336	328	288	-12,2%	339
Redressements judiciaires	4 327	4 217	4 198	4 031	3 913	-2,9%	4 137
Liquidations Judiciaires directes	10 296	9 811	9 877	9 667	8 724	-9,8%	9 675
Total France	15 008	14 386	14 411	14 026	12 925	-7,8%	14 151
Total d'emplois menacés	61 900	54 900	53 700	47 000	40 500	-6 500	51 600
Emplois menacés par entreprise	4,1	3,8	3,7	3,4	3,1	-0,2	3,6

Seulement 13 000 défaillances; l'amélioration s'accélère

2017 avait débuté par un premier trimestre tombé pour la première fois depuis 2008 sous le seuil des 16 000 défaillances. Le deuxième trimestre accélère encore et ramène le nombre de procédures ouvertes juste sous les 13 000.

Plus précisément, 12 925 jugements ont été enregistrés au cours du deuxième trimestre, soit une baisse de 7,8% par rapport au même trimestre 2016. 8 724 entreprises (-9,8%) ont été placées en liquidation judiciaires, 3 913 en redressement judiciaire (-2,9%) et 288 (-12,2%) en sauvegarde. Pour la première fois depuis 2012, plus de 30% des jugements prononcés sont des ouvertures de redressement judiciaire, signes que les entreprises se présentent devant le tribunal avec une situation financière non définitive permettant à ce dernier d'envisager une solution de rebond par continuation ou cession.

NANTERRE, LE LUNDI 10 JUILLET 2017

Des petites entreprises plus résistantes

Les entreprises de **moins de trois salariés** sont naturellement les plus nombreuses à déposer le bilan mais elles-aussi s'inscrivent, ce deuxième trimestre, sur de bonnes tendances après un premier trimestre stable voire hésitant. Moins de 10000 micro-structures (9397) sont tombées en défaillance, c'est 6,7% de moins en comparaison du même trimestre 2016 et le meilleur chiffre depuis 2010.

D'une façon générale, les défaillances reculent à un rythme proportionnel à la taille de l'entreprise. La baisse est ainsi de 10% pour les **TPE de 3 à 10 salariés**, 13% pour les **PME de 10 à 49 salariés** et même 34% pour celles de **50 à 99 salariés**. Seules les sociétés de plus grande taille, **au-delà de 100 salariés**, présentent une évolution défavorable (+ 11%). Ces dernières représentent seulement une trentaine de sociétés, soit un volume qui demeure faible après un deuxième trimestre au plus bas sur 10 ans. 20% de ces sociétés ont évité la liquidation judiciaire.

Le nombre d'emplois menacés au plus bas sur la décennie

La propagation de cette meilleure résistance de l'ensemble des entreprises, notamment des plus petites, sécurise l'emploi. En moyenne sur cinq ans, chaque premier trimestre menaçait plus de 51 000 emplois du fait des défaillances ouvertes. Sur ces trois derniers mois, 40 500 emplois directs sont placés en sursis, soit 3,1 emplois par entreprise en moyenne. Il s'agit du meilleur chiffre sur la décennie (47 000 en 2016 T2 et 48 000 en 2008 T2).

La plupart des activités sont dans le vert

La construction s'inscrit toujours sur une forte dynamique (- 17%) dans la quasi-totalité des corps de métier.

Le commerce de détail, à la peine en début d'année, est bien situé ce deuxième trimestre (- 5%) notamment dans le bricolage et équipement du foyer (- 19%) mais aussi l'habillement (- 8%).

L'industrie manufacturière reste bien orientée (- 4%) en dépit de tensions dans la fabrication de structures métalliques et revêtement des métaux.

Si **les services aux entreprises** s'inscrivent sur une bonne dynamique (- 10%), c'est plus compliqué pour **l'informatique & édition de logiciels** (+ 11%)

Le transport routier de marchandises reste bien orienté (- 6%), tandis que **les services de transport** demeurent dans le rouge (+ 21%) essentiellement dans le transport routier de voyageurs (taxis).

La restauration poursuit son redressement (- 9%), notamment la restauration traditionnelle (- 14%).

La situation se détend dans **les services aux particuliers** (- 7%).

Parmi les autres activités à destination du consommateur, **la santé humaine** est fragile (+ 49%) notamment chez les infirmiers. **Les professionnels de l'enseignement de la conduite** dérapent à nouveau fortement (+ 85%) mais aussi **les activités sportives** (+ 47%). En écho à ces mauvais chiffres, nous constatons une augmentation du nombre de défaillances **d'associations** (+ 6%) et **de professions libérales** (+ 18%).

Les chiffres restent défavorables dans l'agriculture (+ 19%) en particulier dans l'élevage (+ 55%).

NANTERRE, LE LUNDI 10 JUILLET 2017

Attention à ne pas commencer la rentrée en devant courir après les règlements clients !

«Le retour des clients dans le B2B comme le B2C dégage l'horizon commercial des entreprises et offre des ressources financières permettant de consolider l'investissement, notamment dans les TPE. Ces dernières restent toutefois prudentes quant à la robustesse de ce retour d'activité et franchissent pas à pas les jalons d'un renforcement des structures. Le chiffre d'affaires revient, les marges s'améliorent mais les trésoreries sont toujours sous surveillance dans les TPE. Or l'équilibre de trésorerie ne peut être un objectif suffisant ; disposer de cash est indispensable pour, a minima, rester à flot lorsque qu'un incident logistique ou commercial se présente. L'été est traditionnellement propice à une moindre vigilance sur le règlement des factures, alors attention à ne pas commencer la rentrée en devant courir après les règlements clients ! » conclut Thierry Millon.

LES OUVERTURES DE SAUVEGARDES, REDRESSEMENTS JUDICIAIRES & LIQUIDATIONS JUDICIAIRES EN FRANCE

2^{ÈME} TRIMESTRE 2017

STATISTIQUES DÉTAILLÉES

8

- 8 Nombre des défaillances (ouvertures de procédure) aux 2^{èmes} trimestres sur 5 ans
- 9 Histogramme de l'évolution des défaillances d'entreprises sur 5 ans
Nombre de défaillances par tranche d'effectif par nature de procédure
- 10 Nombre de défaillances par tranche d'âge par nature de procédure
- 11 Nombre de défaillances par région par nature de procédure
- 12 Statistiques des défaillances par activité par nature de procédure
- 14 Les défaillances d'entreprises de plus de 20 M€ de Chiffre d'affaires au cours du 2^{ème} trimestre 2017
(données non consolidées, dernier bilan disponible)
- 15 Courbe d'évolution du nombre de défaillances d'entreprises en France sur 10 ans
(en milliers - 12 mois glissés fin de 2^{èmes} trimestres)
- 16 Carte d'évolution des défaillances (sauvegardes + RJ + LJ directes) par région au 2^{ème} trimestre 2017

MÉTHODOLOGIE

17

STATISTIQUES DÉTAILLÉES DES DÉFAILLANCES - 2^{ÈME} TRIMESTRE 2017

Les données sont arrêtées au 1^{er} juillet de chaque année.

NOMBRE DE DÉFAILLANCES (OUVERTURES DE PROCÉDURE) AUX 2^{ÈMES} TRIMESTRES SUR 5 ANS

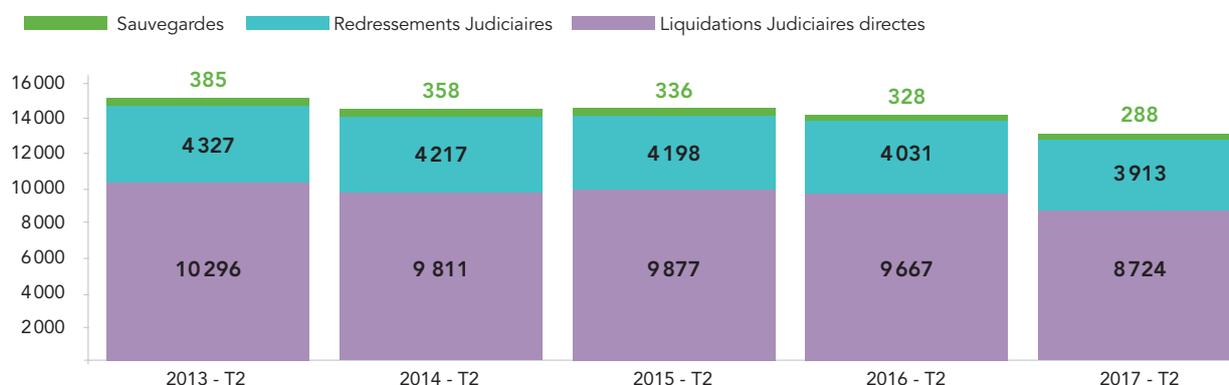
NOMBRE D'OUVERTURES	2013 - T2	2014 - T2	2015 - T2	2016 - T2	2017 - T2	Évolution T2 2017 vs 2016	Moyenne 5 ans
Sauvegardes	385	358	336	328	288	-12,2 %	339
Redressements Judiciaires	4 327	4 217	4 198	4 031	3 913	-2,9 %	4 137
Liquidations Judiciaires directes	10 296	9 811	9 877	9 667	8 724	-9,8 %	9 675
TOTAL DÉFAILLANCES	15 008	14 386	14 411	14 026	12 925	-7,8 %	14 151

TAUX PAR NATURE DE PROCÉDURE	2013 - T2	2014 - T2	2015 - T2	2016 - T2	2017 - T2	Évolution T2 2017 vs 2016	Moyenne 5 ans
Sauvegardes	2,6 %	2,5 %	2,3 %	2,3 %	2,2 %	-0,1 %	2,4 %
Redressements Judiciaires	28,8 %	29,3 %	29,1 %	28,7 %	30,3 %	1,5 %	29,2 %
Liquidations Judiciaires directes	68,6 %	68,2 %	68,5 %	68,9 %	67,5 %	-1,4 %	68,4 %
TAUX DE PROCÉDURES	100,0 %	0,0 %	100,0 %				

NOMBRE D'EMPLOIS MENACÉS	2013 - T2	2014 - T2	2015 - T2	2016 - T2	2017 - T2	Écart T2 2017 vs 2016	Moyenne 5 ans
Sauvegardes	4 300	4 400	4 300	3 700	2 500	-1 200	3 840
Redressements Judiciaires	29 500	26 400	25 200	20 000	18 900	-1 100	24 000
Liquidations Judiciaires directes	28 100	24 100	24 200	23 300	19 100	-4 200	23 760
TOTAL D'EMPLOIS MENACÉS	61 900	54 900	53 700	47 000	40 500	-6 500	51 600

NOMBRE D'EMPLOIS MENACÉS PAR ENTREPRISE	2013 - T2	2014 - T2	2015 - T2	2016 - T2	2017 - T2	Écart T2 2017 vs 2016	Moyenne 5 ans
Sauvegardes	11,2	12,3	12,8	11,3	8,7	-2,6	11,2
Redressements Judiciaires	6,8	6,3	6,0	5,0	4,8	-0,1	5,8
Liquidations Judiciaires directes	2,7	2,5	2,5	2,4	2,2	-0,2	2,4
TOTAL D'EMPLOIS MENACÉS PAR ENTREPRISE	4,1	3,8	3,7	3,4	3,1	-0,2	3,6

HISTOGRAMME DE L'ÉVOLUTION DES DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES SUR 5 ANS



NOMBRE DE DÉFAILLANCES PAR TRANCHE D'EFFECTIF PAR NATURE DE PROCÉDURE

Salariés	2016 - T2				2017 - T2			
	Sauv.	RJ	LJ	Total	Sauv.	RJ	LJ	Total
Moins de 3 salariés	144	2531	7402	10077	171	2474	6752	9397
3 ou 5 salariés	39	691	1345	2075	41	665	1176	1882
6 à 9 salariés	36	385	536	957	32	360	461	853
10 à 19 salariés	57	229	276	562	23	236	234	493
20 à 49 salariés	39	143	91	273	14	136	84	234
50 à 99 salariés	8	35	12	55	2	23	11	36
100 salariés et plus	5	17	5	27	5	19	6	30
TOTAL DÉFAILLANCES	328	4031	9667	14026	288	3913	8724	12925

Salariés	Évolution 2017 - T2 / 2016 - T2				Taux nature de procédure selon la taille en 2017 - T2			
	Sauv.	RJ	LJ	Total	Sauv.	RJ	LJ	Total
Moins de 3 salariés	18,8%	-2,3%	-8,8%	-6,7%	1,8%	26,3%	71,9%	100,0%
3 ou 5 salariés	5,1%	-3,8%	-12,6%	-9,3%	2,2%	35,3%	62,5%	100,0%
6 à 9 salariés	-11,1%	-6,5%	-14,0%	-10,9%	3,8%	42,2%	54,0%	100,0%
10 à 19 salariés	-59,6%	3,1%	-15,2%	-12,3%	4,7%	47,9%	47,5%	100,0%
20 à 49 salariés	-64,1%	-4,9%	-7,7%	-14,3%	6,0%	58,1%	35,9%	100,0%
50 à 99 salariés	-75,0%	-34,3%	-8,3%	-34,5%	5,6%	63,9%	30,6%	100,0%
100 salariés et plus	0,0%	11,8%	20,0%	11,1%	16,7%	63,3%	20,0%	100,0%
TOTAL DÉFAILLANCES	-12,2%	-2,9%	-9,8%	-7,8%	2,2%	30,3%	67,5%	100,0%

NOMBRE DE DÉFAILLANCES PAR TRANCHE D'ÂGE PAR NATURE DE PROCÉDURE

Âge	2016 - T2				2017 - T2			
	Sauv.	RJ	LJ	Total	Sauv.	RJ	LJ	Total
moins de 3 ans	25	545	1723	2293	26	510	1551	2087
3 à 5 ans	65	1132	3056	4253	54	1113	2570	3737
6 à 10 ans	95	1000	2402	3497	83	905	2150	3138
11 à 15 ans	45	487	1069	1601	29	526	1031	1586
16 et plus	98	867	1417	2382	96	859	1422	2377
TOTAL DÉFAILLANCES	328	4031	9667	14026	288	3 913	8724	12925

Âge	Évolution 2017 - T2/2016 - T2				Taux nature de procédure selon la taille en 2017 - T2			
	Sauv.	RJ	LJ	Total	Sauv.	RJ	LJ	Total
moins de 3 ans	4,0%	-6,4%	-10,0%	-9,0%	1,2%	24,4%	74,3%	100,0%
3 à 5 ans	-16,9%	-1,7%	-15,9%	-12,1%	1,4%	29,8%	68,8%	100,0%
6 à 10 ans	-12,6%	-9,5%	-10,5%	-10,3%	2,6%	28,8%	68,5%	100,0%
11 à 15 ans	-35,6%	8,0%	-3,6%	-0,9%	1,8%	33,2%	65,0%	100,0%
16 et plus	-2,0%	-0,9%	0,4%	-0,2%	4,0%	36,1%	59,8%	100,0%
TOTAL DÉFAILLANCES	-12,2%	-2,9%	-9,8%	-7,8%	2,2%	30,3%	67,5%	100,0%

NOMBRE DE DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES PAR RÉGION PAR NATURE DE PROCÉDURE

RÉGIONS	2016- T2				2017- T2			
	Sauv.	RJ	LJ	Total	Sauv.	RJ	LJ	Total
AUVERGNE — RHÔNE- ALPES	53	433	1 190	1 676	32	468	1 092	1 592
BOURGOGNE — FRANCHE-COMTÉ	18	148	314	480	12	144	284	440
BRETAGNE	7	180	412	599	6	170	353	529
CENTRE - VAL DE LOIRE	9	181	277	467	6	153	279	438
CORSE	1	46	69	116	3	43	53	99
GRAND EST	22	273	793	1 088	17	296	648	961
HAUTS- DE- FRANCE	15	361	753	1 129	22	312	698	1 032
ÎLE- DE- FRANCE	38	612	2 535	3 185	33	510	2 234	2 777
NORMANDIE	13	191	431	635	16	150	394	560
NOUVELLE- AQUITAINE	53	367	744	1 164	44	336	659	1 039
OCCITANIE	30	394	825	1 249	27	403	719	1 149
PAYS DE LA LOIRE	21	201	384	606	13	226	364	603
PROVENCE — ALPES- CÔTE- D'AZUR	46	585	764	1 395	46	621	802	1 469
GUADELOUPE	1	2	13	16	1	1	3	5
GUYANE	-	10	21	31	-	4	15	19
LA RÉUNION	1	32	90	123	10	53	85	148
MARTINIQUE	-	15	45	60	-	23	40	63
AUTRES OUTRE-MER, ÉTRANGER	-	-	7	7	-	-	2	2
TOTAL DÉFAILLANCES	328	4 031	9 667	14 026	288	3 913	8 724	12 925

RÉGIONS	Évolution 2017 - T2/ 2016 - T2				Taux nature de procédure selon la taille en 2017- T2			
	Sauv.	RJ	LJ	Total	Sauv.	RJ	LJ	Total
AUVERGNE — RHÔNE- ALPES	-39,6%	8,1%	-8,2%	-5,0%	2,0%	29,4%	68,6%	100,0%
BOURGOGNE — FRANCHE-COMTÉ	-33,3%	-2,7%	-9,6%	-8,3%	2,7%	32,7%	64,5%	100,0%
BRETAGNE	-14,3%	-5,6%	-14,3%	-11,7%	1,1%	32,1%	66,7%	100,0%
CENTRE - VAL DE LOIRE	-33,3%	-15,5%	0,7%	-6,2%	1,4%	34,9%	63,7%	100,0%
CORSE	NS	-6,5%	-23,2%	-14,7%	3,0%	43,4%	53,5%	100,0%
GRAND EST	-22,7%	8,4%	-18,3%	-11,7%	1,8%	30,8%	67,4%	100,0%
HAUTS- DE- FRANCE	46,7%	-13,6%	-7,3%	-8,6%	2,1%	30,2%	67,6%	100,0%
ÎLE- DE- FRANCE	-13,2%	-16,7%	-11,9%	-12,8%	1,2%	18,4%	80,4%	100,0%
NORMANDIE	23,1%	-21,5%	-8,6%	-11,8%	2,9%	26,8%	70,4%	100,0%
NOUVELLE- AQUITAINE	-17,0%	-8,4%	-11,4%	-10,7%	4,2%	32,3%	63,4%	100,0%
OCCITANIE	-10,0%	2,3%	-12,8%	-8,0%	2,3%	35,1%	62,6%	100,0%
PAYS DE LA LOIRE	-38,1%	12,4%	-5,2%	-0,5%	2,2%	37,5%	60,4%	100,0%
PROVENCE — ALPES- CÔTE- D'AZUR	0,0%	6,2%	5,0%	5,3%	3,1%	42,3%	54,6%	100,0%
GUADELOUPE	NS	-50,0%	-76,9%	-68,8%	20,0%	20,0%	60,0%	100,0%
GUYANE	NS	-60,0%	-28,6%	-38,7%	0,0%	21,1%	78,9%	100,0%
LA RÉUNION	NS	65,6%	-5,6%	20,3%	6,8%	35,8%	57,4%	100,0%
MARTINIQUE	NS	53,3%	-11,1%	5,0%	0,0%	36,5%	63,5%	100,0%
AUTRES OUTRE-MER, ÉTRANGER	NS	NS	NS	NS	NS	NS	NS	100,0%
TOTAL DÉFAILLANCES	-12,2%	-2,9%	-9,8%	-7,8%	2,2%	30,3%	67,5%	100,0%

NOMBRE DE DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES PAR ACTIVITÉ PAR NATURE DE PROCÉDURE

ACTIVITÉS	2016 - T2				2017 - T2				Évolution T2 2017 vs 2016	Taux de liquidations judiciaires
	Sauv.	RJ	LJ	Total	Sauv.	RJ	LJ	Total		
AGRICULTURE	13	159	138	310	10	201	157	368	18,7%	42,7%
Chasse, pêche, forêt	1	30	51	82	1	21	32	54	-34,1%	59,3%
Culture	7	67	42	116	4	87	49	140	20,7%	35,0%
Élevage	5	62	45	112	5	93	76	174	55,4%	43,7%
CONSTRUCTION	64	1 155	2 751	3 970	64	963	2 284	3 311	-16,6%	69,0%
Bâtiment	40	962	2 390	3 392	27	795	2 006	2 828	-16,6%	70,9%
Immobilier	24	193	361	578	37	168	278	483	-16,4%	57,6%
COMMERCE	68	669	2 361	3 098	62	633	2 172	2 867	-7,5%	75,8%
Commerce & réparation de véhicules	6	121	376	503	9	117	349	475	-5,6%	73,5%
Commerce de détail	45	402	1 421	1 868	38	371	1 357	1 766	-5,5%	76,8%
Commerce Interentreprises	17	146	564	727	15	145	466	626	-13,9%	74,4%
INDUSTRIE	45	342	579	966	30	347	529	906	-6,2%	58,4%
Industrie agroalimentaire	16	151	203	370	7	136	190	333	-10,0%	57,1%
Industrie manufacturière	29	191	376	596	23	211	339	573	-3,9%	59,2%
INFORMATION & COMMUNICATION	8	81	255	344	8	78	267	353	2,6%	75,6%
Services informatiques & édition de logiciels	5	49	143	197	6	47	166	219	11,2%	75,8%
Autres activités information & communication	3	32	112	147	2	31	101	134	-8,8%	75,4%
TRANSPORT & LOGISTIQUE	9	122	287	418	1	130	298	429	2,6%	69,5%
Transport routier de marchandises	4	80	202	286	1	93	175	269	-5,9%	65,1%
Autres activités de transport	5	42	85	132	-	37	123	160	21,2%	76,9%
ACTIVITÉS FINANCIÈRES & D'ASSURANCE	5	28	47	80	6	20	41	67	-16,3%	61,2%
SERVICES AUX ENTREPRISES	52	468	1 190	1 710	41	467	1 030	1 538	-10,1%	67,0%
Activités scientifiques et techniques	21	228	624	873	14	237	498	749	-14,2%	66,5%
Services administratifs aux entreprises	31	240	566	837	27	230	532	789	-5,7%	67,4%
SERVICES AUX PARTICULIERS	8	145	415	568	6	141	379	526	-7,4%	72,1%
Activités de réparation	1	15	57	73	2	19	59	80	9,6%	73,8%
Coiffeurs, soins de beauté et corporels	6	86	291	383	4	95	253	352	-8,1%	71,9%
Autres services à la personne	1	44	67	112	-	27	67	94	-16,1%	71,3%
HÉBERGEMENT, RESTAURATION, DÉBITS DE BOISSON	34	617	1 227	1 878	37	599	1 085	1 721	-8,4%	63,0%
Hébergement	2	62	64	128	9	40	58	107	-16,4%	54,2%
Restauration	29	472	972	1 473	21	447	865	1 333	-9,5%	64,9%
Débits de boissons	3	83	191	277	7	112	162	281	1,4%	57,7%
AUTRES ACTIVITÉS	22	245	417	684	23	334	482	839	22,7%	57,4%
Santé humaine & action sociale	7	98	102	207	9	136	105	250	20,8%	42,0%
Activités récréatives	5	71	140	216	9	89	167	265	22,7%	63,0%
Enseignement	7	56	118	181	1	81	123	205	13,3%	60,0%
Autres activités	3	20	57	80	4	28	87	119	48,8%	73,1%
TOTAL DES DÉFAILLANCES	328	4 031	9 667	14 026	288	3 913	8 724	12 925	-7,8%	67,5%

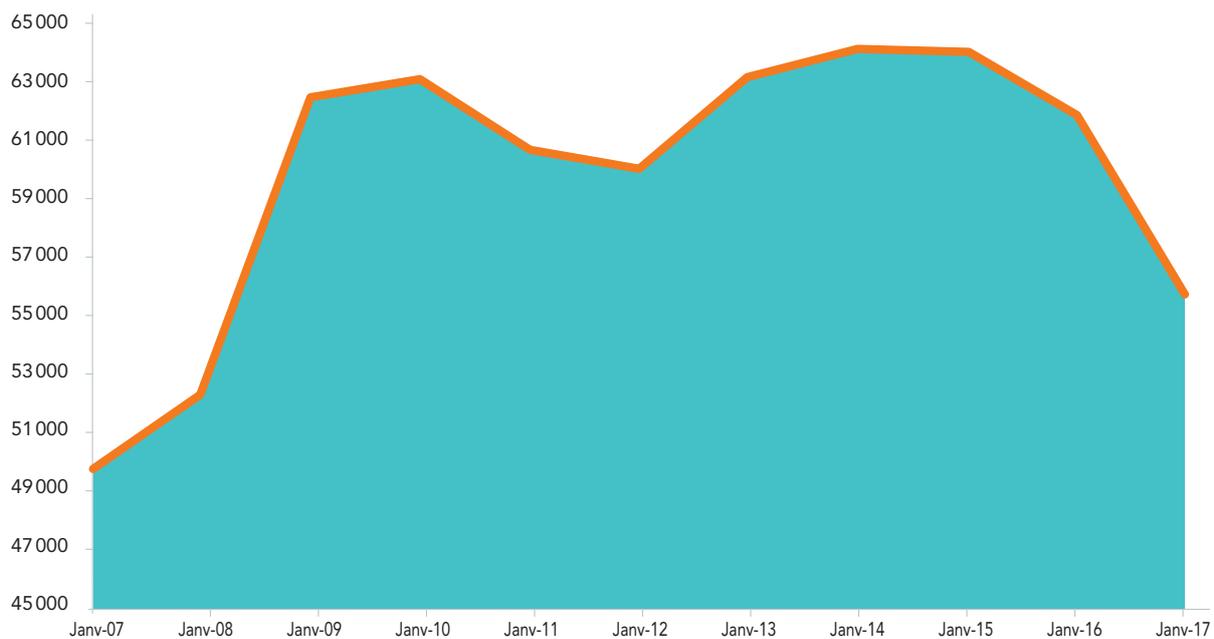
LES DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES DE PLUS DE 20 M€ DE CHIFFRE D'AFFAIRES AU COURS DU 2^{ÈME} TRIMESTRE 2017

(données non consolidées, dernier bilan disponible)

RAISON SOCIALE ACTIVITÉ	CODE NAF	DPT	EFFECTIF	CA EN M€	ANNÉE BILAN	PROCÉDURE	MOIS
AGORA DISTRIBUTION (GROUPE TATI) Commerce interentreprises d'habillement et de chaussures	4642Z	93	206	250,5	2015	RJ	Mai
LILNAT (GROUPE TATI) Commerce de détail d'habillement en magasin spécialisé	4771Z	93	1267	214,6	2015	RJ	Mai
NECOTRANS France Affrètement et organisation des transports	5229B	95	164	131	2011	RJ	Juin
VETURA (GROUPE TATI) Commerce de détail d'habillement en magasin spécialisé	4771Z	93	619	87,5	2015	RJ	Mai
LSB France (LA SEDA DE BARCELONA) Fabrication d'emballages en matières plastiques	2222Z	59	95	81,5	2015	LJ	Mai
DB ENERGIES Commerce interentreprises de combustibles et de produits annexes	4671Z	2	21	66,5	2016 (18 mois)	RJ	Juin
MR EQUIPEMENT (MANURHIN ÉQUIPEMENT) Fabrication d'autres machines spécialisées	2899B	68	153	60,832	2015	Sauv	Juin
SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE POUR LE DÉVELOPPEMENT DE LA SÉCURITÉ (SIDES) Construction de véhicules automobiles	2910Z	44	236	53,391	2015	Sauv	Mai
CGG Activités des sièges sociaux	7010Z	75	34	49,100	2016	Sauv	Juin
EUROPE FERS ET MÉTAUX NUNES ET FILS Récupération de déchets triés	3832Z	92	25	42,6	2015	RJ	Juin
GH TEAM RAMP SERVICES SAS (EX SWISSPORT FRANCE) Services auxiliaires des transports aériens	5223Z	93	250	36,6	2013	LJ	Mai
FRANCEOLE Fabrication de structures métalliques et de parties de structures	2511Z	71	162	31,8	2015	RJ	Mai
J.B. MARTIN Fabrication de chaussures	1520Z	75	81	30,8	2015	RJ	Juin
J.B. MARTIN DIFFUSION Commerce de détail de la chaussure	4772A	75	184	17,4	2015	RJ	Juin
GIBERT JEUNE RIVE GAUCHE SA Commerce de détail de livres en magasin spécialisé	4761Z	75	147	23,2	2016	RJ	Avril
NOIRAM (INTERMARCHÉ) Hypermarchés	4711F	7	46	21,0	2015	RJ	Mai

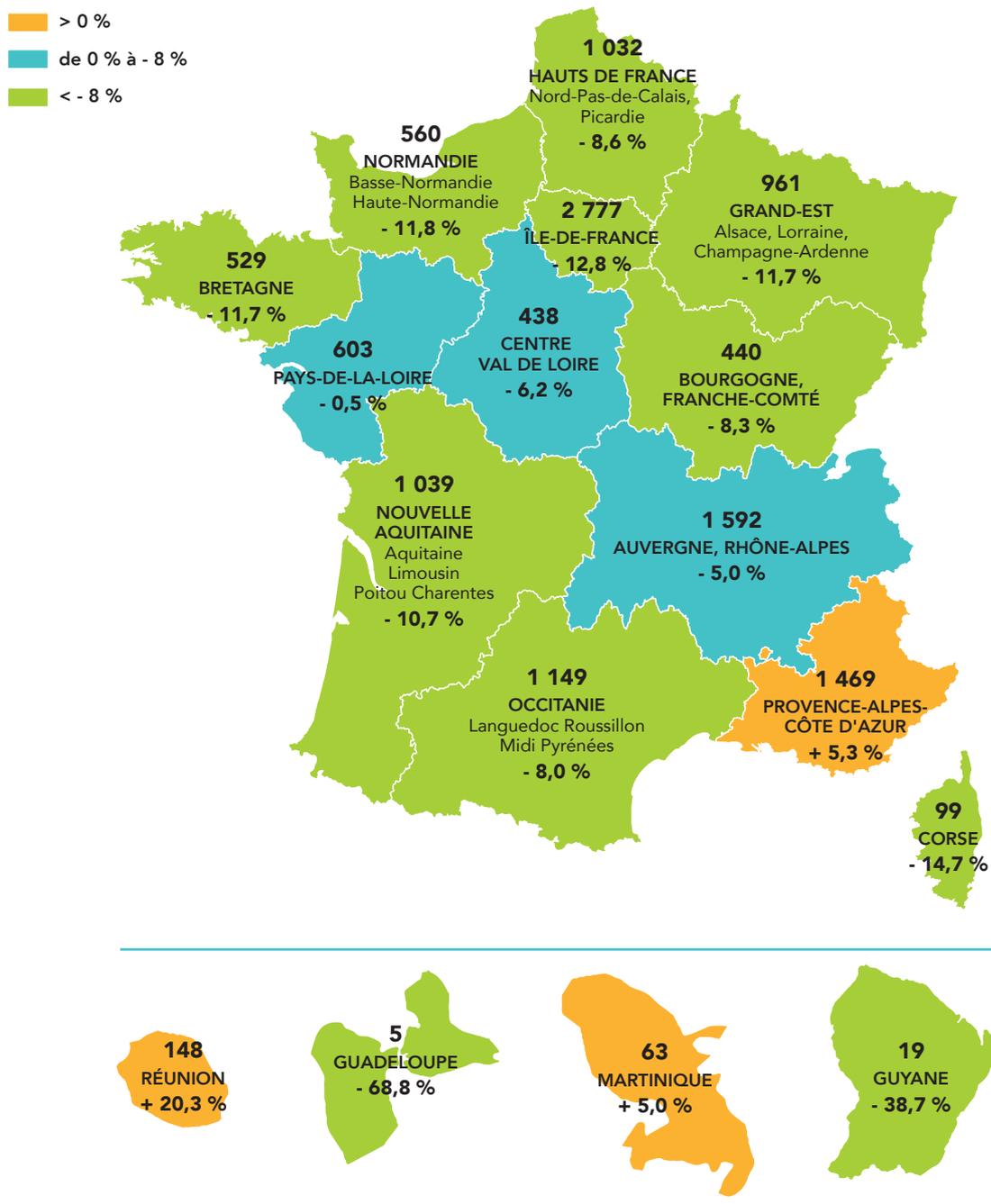
COURBE D'ÉVOLUTION DU NOMBRE DE DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES EN FRANCE SUR 10 ANS

(EN MILLIERS - 12 MOIS GLISSÉS FIN DE 2^{ÈMES} TRIMESTRES)



CARTE D'ÉVOLUTION DES DÉFAILLANCES (SAUVEGARDES + RJ + LJ DIRECTES)
 PAR RÉGION AU 2^{ÈME} TRIMESTRE 2017

SOURCE ALTARES



NOTE MÉTHODOLOGIQUE

DÉFINITION DE LA DÉFAILLANCE :

La défaillance d'entreprise correspond à l'**ouverture** d'une procédure de sauvegarde, redressement judiciaire ou liquidation judiciaire directe auprès d'un Tribunal de Commerce ou de grande instance. Cela ne recouvre donc ni les procédures amiables (mandat ad hoc ou conciliation) ni les suites d'ouverture (arrêt de plan ou conversion en liquidation) ; Chaque année, en moyenne, les 2/3 des Redressements Judiciaires ouverts sont convertis en Liquidations Judiciaires.

Le jugement prononçant le redressement judiciaire ouvre une période d'observation devant permettre à l'administrateur de dresser le bilan économique et d'élaborer un plan de redressement. La durée de la période d'observation est de 6 mois renouvelable 1 fois avec une prolongation exceptionnelle de 6 mois à la demande du Ministère public (Procureur de la République) soit au total 18 mois.

Ainsi, Altares observe qu'en moyenne 60 % des conversions en liquidation judiciaire sont prononcées l'année de l'ouverture du redressement judiciaire et 40 % le sont en année N+1 voire N+2.

A retenir : une défaillance = une ouverture.

STATISTIQUES DE DÉFAILLANCES :

Les statistiques Altares de défaillances d'entreprises comptabilisent l'ensemble des entités légales **disposant d'un numéro Siren** (entreprises individuelles, professions libérales, sociétés, associations) et ayant fait l'objet d'un jugement d'ouverture de procédure prononcé par un Tribunal de Commerce ou de Grande Instance. L'existence de ce numéro référentiel est indispensable pour savoir précisément de quelle entreprise il s'agit et pouvoir valider son parcours judiciaire. Sans ce numéro, les identifications seraient approximatives et il serait difficile de s'assurer qu'il s'agit bien d'une ouverture de liquidation plutôt qu'une conversion en liquidation au risque donc de comptabiliser deux fois un même jugement.

Altaires collecte ainsi près de 4000 annonces non sirénées par an. Un traitement spécifique manuel d'identification du siren est réalisé permettant d'affecter un numéro de siren sur plus de la moitié des annonces. Les autres sont chargés dans la base de données altares mais ne sont pas retenues dans les statistiques de défaillances.

A retenir : une défaillance = un Siren.

LES SOURCES DES PROCÉDURES COLLECTÉES PAR ALTARES :

Altaires collecte l'ensemble des jugements auprès des greffes des Tribunaux de Commerce ou des Tribunaux d'Instance ou de Grande Instance de métropole et d'outre-mer. Altaires est également licencié officiel du B.O.D.A.C.C. (Bulletin Officiel d'Annonces Civiles et Commerciales) depuis 1987.

A retenir : l'exhaustivité des ouvertures de procédure (et leurs suites) sont enregistrées.

DONNÉES EN DATE DE JUGEMENT :

La date de défaillance retenue par Altaires est celle de l'ouverture de la procédure, c'est-à-dire la date du jugement et non pas la date à laquelle ce jugement a été publié dans un journal d'annonces légales ou au B.O.D.A.C.C. Les statistiques diffusées par Altaires sont issues de sa propre base de données et comptabilisent les jugements dès leur enregistrement, le plus souvent quelques semaines avant leur publication au B.O.D.A.C.C.

A retenir : la défaillance est comptabilisée en date de jugement et non date de publication.

NOMENCLATURE D'ACTIVITÉS :

Les statistiques de défaillances par activité s'appuient sur la nomenclature des activités françaises NAF révisée au 1^{er} janvier 2008.

(Voir en annexe la distribution des secteurs d'activités et les codes NAF qui leur sont associés dans les études trimestrielles Altaires de défaillances d'entreprises)

A retenir : les activités sont définies par le code NAF.

DONNÉES SUR L'EMPLOI OU LE CHIFFRE D'AFFAIRES :

Les statistiques relatives à l'emploi ou au chiffre d'affaires sont issues de données retraitées par Altaires à partir des documents comptables publiés par les entreprises, de sources publiques telles que l'INSEE ou de sources privées.

A retenir : des sources privées Altaires peuvent pallier l'absence de documents comptables.

ANNEXES : SECTEURS D'ACTIVITÉ ANALYSÉS ET CODES NAF ASSOCIÉS :

SECTEURS D'ACTIVITÉ AGRÉGÉS	SECTEURS D'ACTIVITÉ DÉVELOPPÉS	CODES NAF ASSOCIÉS
Agriculture	Chasse, pêche, forêt	017 à 03
	Culture	011 à 0113 ET 016 sauf 0163Z
	Élevage	014 à 015 ET 0163Z
Construction	Bâtiment	412 à 43
	Immobilier	411 ET 68
Commerce	Commerce & réparation véhicules	45
	Commerce de détail	47
	Commerce interentreprises	46
Industrie	Industrie agroalimentaire	10 à 12
	Industrie hors agroalimentaire	05 à 09 ET 13 à 39
Information & communication	Services Informatiques & édition de logiciels	5821 à 5829
	Autres activités information & communication (Édition, production, télécommunications, diffusion de programme, information)	5811 à 5819 ET 59 à 61 ET 62 à 6312 ET 6391 ET 6399
Transport & logistique	Transport routier de marchandises	4941 à 4950
	Autres activités de transport	4910 à 4939 ET 50 à 53
Activités financières et d'assurance	Activités financières et d'assurance	64 à 66 hors 6420Z
Services aux entreprises	Activités scientifiques et techniques (Conseil, gestion, R&D, publicité...)	69 à 75 ET 9601A
	Services administratifs aux entreprises (Location, interim, voyage, sécurité, nettoyage ...)	77 à 82 ET 6420Z
Services aux particuliers	Activités de réparation	95
	Coiffeurs, soins de beauté et corporels	9602 ET 9604
	Autres services à la personne	9601B ET 9603Z ET 9609 à 98
Hébergement, restauration, débits de boisson	Hébergement	55
	Restauration	56 sauf 5630
	Débits de boissons	5630
Autres activités	Santé humaine & action sociale	86 à 88
	Activités récréatives	90 à 93
	Enseignement	85
	Autres activités	94 ET 99